Macron-Collomb : un exécutif qui se veut libéral sur la laïcité et ferme contre l'islam radical

19/05/2017 à 20h46

Quelles relations demain entre l'Etat et les religions, en particulier l'islam? Emmanuel Macron et son ministre de l'Intérieur Gérard Collomb ont déjà annoncé la couleur de leur politique, nourrie par une vision libérale de la laïcité mais ferme contre l'islam radical et identitaire.

Le dossier a certes été moins présent qu'attendu dans la campagne présidentielle, après un quinquennat Hollande marqué par des débats sur la place de l'islam dans la société rendus encore plus électriques par le contexte de menace terroriste.

Mais le candidat d'En Marche! n'a pas éludé le sujet dans son programme: "*Trop de Français confondent la laïcité et l'interdiction des manifestations religieuses et certains font de cette confusion leur fonds de commerce*", y lit-on.

Comme l'Observatoire de la laïcité le préconise, le candidat Macron a promis un renforcement de la formation des agents des services publics, qui devront être "*vraiment neutres*". Mais pas question d'étendre à l'université la loi interdisant les signes religieux ostensibles à l'école, ou encore d'empêcher l'expression "*raisonnable*" de sa foi si elle respecte l'ordre public.

Sans surprise, il veut laisser "*de la marge de manoeuvre aux entreprises*" sur ces questions. Dans la droite ligne de la loi Travail, qui permet de graver la neutralité des salariés dans le marbre des règlements intérieurs. […]